



Jeudi 1er décembre 2016. SM Le Roi Mohammed VI et M. Yemi Osinbajo, Vice-Président de la République Fédérale du Nigeria, à l'aéroport international Nnamdi Azikiwe d'Abuja

Beaucoup de supputations sur la présence du jet du souverain marocain à Ivato jusqu'à hier jeudi 1er décembre 2016. Où est le Roi Mohammed VI? Des échos du continent nous apprennent qu'il est arrivé au Nigéria dans la soirée de ce même jeudi.

A l'instar de son père, le Roi Hassan II, le petit-fils du Roi Mohammed V met personnellement la main à la pâte pour mettre en pratique le concept de coopération Sud-Sud en se tournant vers ses partenaires traditionnels sur le continent. Après Madagascar, le Nigéria constitue une troisième étape d'une tournée africaine pré-établie bien avant le récent sommet de la Francophonie à Antananarivo. Il faut préciser que le Maroc ne fait pas partie du Comesa.

Pays francophone, de par la colonisation française, le royaume du Maroc pratique plutôt un mode de gouvernance anglo-saxon axé sur les vertus attribuées aux systèmes juridiques fondés sur la «*Common Law*» offrant une meilleure protection aux investisseurs financiers et une plus grande capacité d'adaptation aux évolutions de l'environnement économique. Si certains affirment le contraire, c'est qu'ils sont toujours colonisés. Potentiels investisseurs étrangers souhaitant s'installer à Madagascar, renseignez-vous bien sur le système de protection de votre argent dans la Grande île... Car les regrets ne viennent toujours qu'après.

Pour en revenir au royaume du Maroc, SM le roi entend diversifier ses partenariats en Afrique à travers le fameux principe gagnant-gagnant qui n'est qu'un slogan à Madagascar. Sa démarche se situant au plus haut niveau, dans sa tournée africaine, SM le Roi Mohammed VI s'est entouré d'une délégation composée de membres à la hauteur de sa vision: Salaheddine

Mezouar, ministre des Affaires étrangères et de la coopération; Ahmed Toufiq, ministre des Habous et des Affaires islamiques; Mohamed Boussaïd, ministre de l'Économie et des finances; Aziz Akhannouch, ministre de l'Agriculture et de la pêche maritime; Nasser Bourita, ministre délégué auprès du ministre des Affaires étrangères et de la coopération et ainsi plusieurs personnalités civiles et militaires.

Certes, actuellement, le président malgache Hery Rajaonarimampianina, est lui aussi à la tête d'une délégation lourde, composée de plus d'une dizaine de ministres et autres opérateurs de divers domaines. Seulement, il est là-bas pour demander de l'argent. Ce n'est pas un scoop. Ce genre de déplacement a aussi été organisé après la crise malgache 2002. Le 26 juillet 2002 plus exactement, avec une délégation dirigée par feu Jacques Sylla, Premier ministre du régime Marc Ravalomanana reconnu en mai 2002 par les Etats-Unis. D'abord. L'ambassadrice Wand Nesbitt était porteuse d'une lettre personnelle du Président George W. Bush.

Dans cette délégation pour Paris, trois mois après la reconnaissance de Ravalomanana donc, Il y avait, entre autres: feu Rajaonarivony Narisoa, ministre des Finances et du Budget; le Général Marcel Ranjeva, ministre des Affaires Étrangères; le Général Rabotoarison, ministre de l'Environnement et Andriampanjava Félicien, ministre de la Population. Cela s'appelait: réunion du Club des amis de Madagascar... Mais le pays est-il sorti de sa pauvreté devenue chronique? Non, c'est le peuple, encore et toujours, qui supporte les dettes contractées par des dirigeants de passage. Jusqu'ici, ils ne savent pas utiliser leurs ressources propres, aussi bien humaines que naturelles. Aller quémander des milliards de dollars pour 50 projets inconnus des Malgaches, couvrant un PND (programme national de développement) allant de 2016 à 2020? A croire que le Hery Vaovao vient tout juste d'être élu.

Pour en revenir au Maroc, le système est une monarchie constitutionnelle dotée d'un parlement élu. Certes, le roi possède tous les pouvoirs, mais depuis l'accession au pouvoir du roi Mohammed VI, l'économie marocaine commence à mieux répondre à la concurrence mondiale en favorisant le développement de conglomérats. Ainsi, en 2015, le Maroc se trouvait à la 71^e place (sur 189) du classement «*Doing Business*» (Source: Wikipédia). Et Madagascar que le roi vient de quitter? Informez-vous... En tout cas, le litige des terrains à Antsirabe ([dossier ici](#)), n'augure rien de bon pour le peuple malgache.

Jeannot Ramambazafy – 2 décembre 2016

Source pour l'Afrique: lematin.ma